

Les réformes du secteur de l'électricité dans les pays de l'UEMOA :
l'expérience des privatisations
Nogoye THIAM, CGEMP

Le mouvement des réformes du secteur de l'électricité dans les pays de l'UEMOA a commencé depuis plus d'une dizaine d'années à la suite des programmes d'ajustement structurel suggérés par les bailleurs de fonds internationaux (FMI, Banque Mondiale). Généralement, les réformes se composent d'une restructuration, d'une privatisation et de l'introduction de nouveaux acteurs dans le secteur de l'électricité. Elles ont pour but d'améliorer les performances de gestion et de lever la contrainte financière qui empêchent l'extension de l'électrification dans les agglomérations et surtout dans les zones rurales, alors que l'électricité constitue un facteur majeur pour le développement économique.

La première partie de ce travail aborde les conditions de base du secteur et présente les arguments théoriques justifiant la pratique des réformes. A ce titre, elle comprend un test économétrique sur la liaison entre consommation d'électricité et croissance dans ces pays ainsi qu'une présentation des indicateurs montrant les faibles performances des entreprises électriques.

La deuxième partie présente les différentes composantes des réformes adoptées par les pays et leur évaluation. Celle-ci est basée sur le cas de la Côte d'Ivoire pionnière dans l'adoption des réformes dans la zone. L'analyse des ratios financiers, de même que celle des indicateurs techniques et sociaux a permis de souligner l'amélioration de l'efficacité de l'entreprise d'électricité de ce pays (la CIE). Cependant, quelques aspects de la privatisation sont discutables, notamment en terme de la poursuite des programmes d'électrification rurale.

Mots clé : industrie électrique, énergie, réformes, privatisation, production indépendante d'électricité, agence de régulation, interconnexion, pool d'électricité, UEMOA, CDEAO.

The power sector reform in WAEMU countries: Privatisation experience.

The power sector reform movement in the WAEMU countries began more than ten years ago, following the programs of structural adjustment suggested by the international fund lenders (IMF, World Bank). Generally, the reforms encompass dimensions of restructuring, privatisation and introduction of new actors into the power sector. The purpose is to improve management performances and raise the financial constraint preventing the extension of electrification in agglomerations and especially in rural zones, whereas power constitutes a major factor for economic development.

The first part of this study describes the basic conditions of the sector and presents the theoretical arguments justifying the implementation of the reforms. Therefore, it includes an econometric test of the relationship between electricity consumption and growth in these countries as well as a presentation of the indicators showing the weak performances of the power companies.

The second part presents the various components of the reforms adopted by the countries and their evaluation. This evaluation is based on the case of Ivory Coast, a pioneer in the adoption in the reforms in the area. The analysis of the financial ratios, technical and social indicators have permitted to show an increase of the effectiveness of the domestic power company (Compagnie Ivoirienne d'Electricité: CIE). However, some aspects of privatisation are debatable, in particular those concerning the continuation of the rural electrification programs.

Key words: power industry, energy, reforms, privatisation, independent power production, regulation agency, interconnection, power pool, WAEMU, ECOWAS.